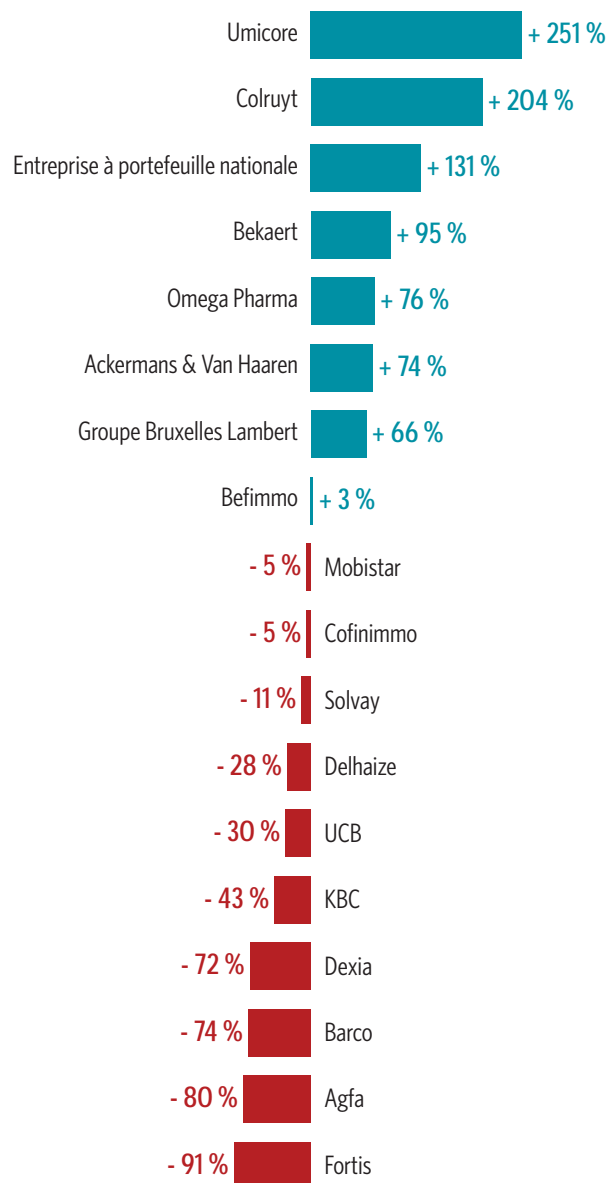


2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009

RENDEMENT DES ENTREPRISES BELGES (2000-2009)



2003

1^{er} février

La navette spatiale américaine Columbia explose lors de son retour vers la terre.

10 février

Une guerre civile éclate au Soudan, causant l'une des principales crises humanitaires de la décennie.

20 mars



Une coalition emmenée par les Etats-Unis attaque l'Irak, accusé de vouloir développer des armes de destruction massive.

12-16 mai

Des attentats contre des intérêts occidentaux à Riyad et Casablanca causent respectivement la mort de 35 et 45 personnes.

18 mai

En Belgique, les écologistes francophones sortent laminés des élections législatives.

23 juin

La Belgique revoit à la baisse sa loi sur la compétence universelle, qui permettait de juger chez nous des auteurs de génocide.

12 juillet



Le gouvernement Verhofstadt II prête serment. Une coalition violette (libéraux-socialistes) remplace l'Arc-en-ciel (les mêmes, avec les écologistes).

Août



Une vague de chaleur sans précédent provoque des milliers de morts dans plusieurs pays européens.

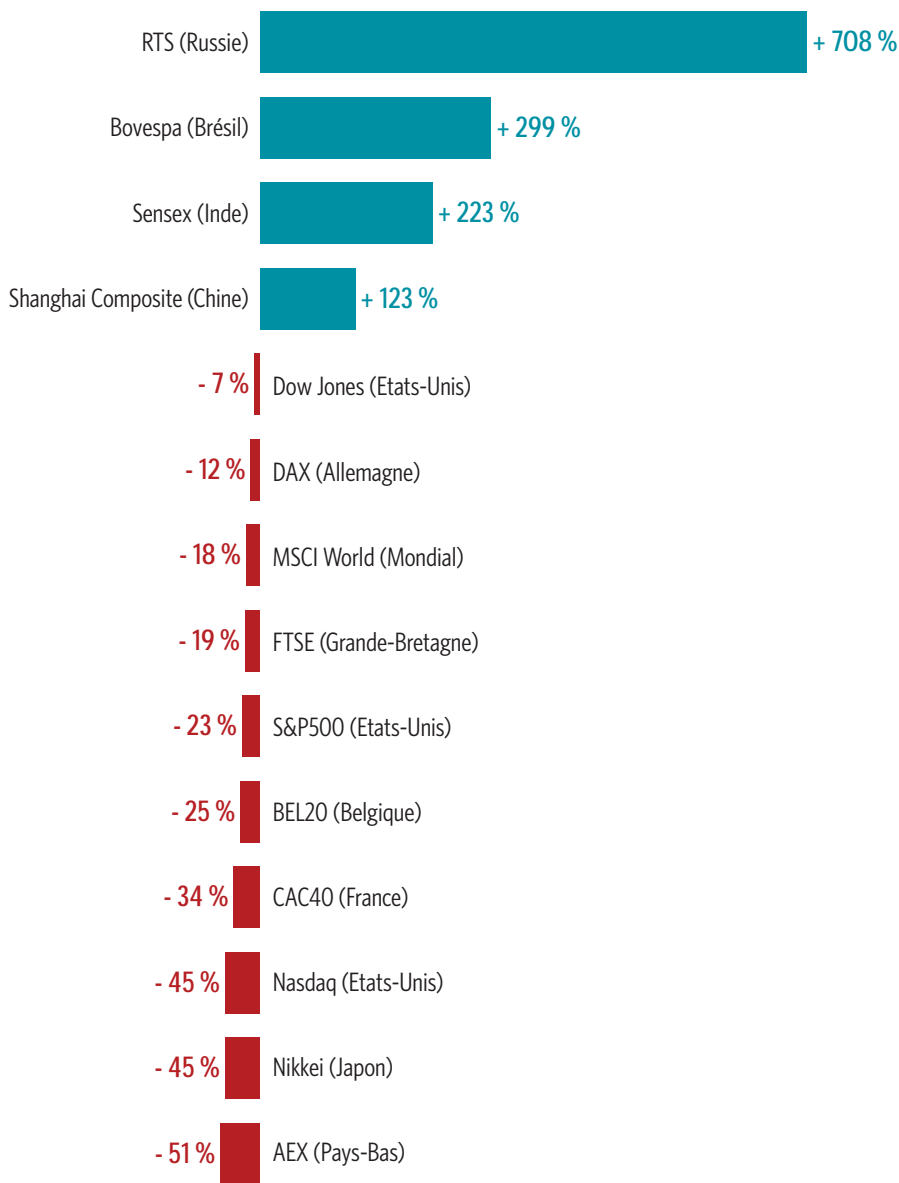
1^{er} octobre

3.000 emplois supprimés à l'entreprise Ford de Genk.

13 décembre

L'ancien président irakien Saddam Hussein est arrêté alors qu'il se réfugiait dans une cave.

RENDEMENT DES BOURSES MONDIALES (2000-2009)



« Pas de système de rechange ! »

le Premier ministre britannique Gordon Brown et menace de déplacer le siège social de JP Morgan s'il ne revient pas sur la décision du gouvernement britannique d'imposer une taxe sur les bonus ! Je ne dis pas que cette absence de protectionnisme est nécessairement une bonne chose. Mais simplement, le monde n'est plus celui-là.

Autre révolution économique de ces dernières années : les Etats-Unis ont perdu leur leadership économique.

Pour la première fois, la production industrielle chinoise est plus importante que celle de l'Allemagne. Mais la Chine ne s'est pas convertie au capitalisme. Les Chinois pratiquent l'analyse au jour le jour, sans s'embarrasser de théories. On constate des revirements, dans des domaines tels que la spéculation immobilière, ce qui est autorisé ou pas sur les marchés boursiers, les taux d'intérêt... Ils réajustent le tir, de manière autoritaire, à une vitesse qui dépasse de loin celle des autres pays. Cette capacité de changement leur permet de réaliser des taux de croissance qu'on pensait impossible à atteindre, cela alors qu'aux Etats-Unis on tergiverse sur les mesures à prendre et qu'en Europe, on assiste en spectateur à l'évolution du monde.

Un des seuls liens qui lie objectivement encore la Chine et les Etats-Unis, c'est le dollar.



PAUL JORION : « La croissance classique est à revoir, avec des modifications des habitudes de production que cela implique. » © DR.

des tribunes dans le Wall Street Journal afin de dénoncer une spéculation qui peut tuer la reprise. J'étendrais aussi l'interdiction de spéculer aux produits dérivés à moins que ceux-ci servent réellement de couverture. Après la bulle internet, puis la

Par certaines instructions, permettant à certaines sociétés d'être insolubles sans devoir le déclarer. On retrouve aussi ce manque de transparence réglementaire dans la manière dont on passe (dans les règles comptables des établissements financiers, NDLR) du « mark to model » (la valorisation d'un portefeuille de titres en fonction d'un modèle théorique, NDLR) au mark to market (la valorisation selon les prix du marché, NDLR) et inversement. J'ai travaillé dans des banques qui le jour où elles tombaient en faillite avaient des risques qui n'étaient pas encore passés au rouge.

Ces mauvais chiffres s'observent dans nos pays, où la crise a accéléré le processus de désindustrialisation. Mais on remarque aussi l'émergence d'une vraie classe moyenne dans les pays « émergents ».

Oui, il y a un glissement entre les puissances occidentales et les émergentes. Mais la Chine fait sa révolution industrielle à la manière dont l'Europe ou les Etats-Unis l'ont faite, alors que les contraintes environnementales ne le permettent plus. La croissance classique est à revoir, avec des modifications des habitudes de production que cela implique. Or, les gens sont habitués à percevoir de revenus en liaison avec le fait qu'ils travaillent...

Quelle est la solution ?

Je ne sais pas. C'est un de mes sujets de recherche actuels. Mais peu de gens se sont encore penchés sur le problème. ■

Propos recueillis par PIERRE-HENRI THOMAS

« Le sentiment dans l'opinion est que quelque chose a mal marché. Qu'il faut prendre des mesures de cadre général. Et on n'est nulle part. »

Oui, mais la Chine retire progressivement ses billes : elle détient des obligations de l'Etat américain mais de moins en moins à long terme.

Vous seriez gendarme financier mondial, que feriez-vous ?

J'essayerais d'interdire la spéculation sur les matières premières aux non-négociants. Je ne suis pas le seul. Nicolas Sarkozy ou Gordon Brown publient

bulle immobilière, on ne peut se permettre une nouvelle bulle, dont l'éclatement tuerait le système, car les Etats n'auraient plus les moyens financiers d'intervenir. Et nous n'avons pas de système de rechange !

Et il y a une transparence à encourager. Les Etats-Unis dissimulent la grandeur du problème.

Comment ?

ENTRETIEN

On présente de moins en moins Paul Jorion. Cet Ixellois d'origine, anthropologue de formation, a surgi dans les médias avec l'explosion de la crise des subprimes. En 2004, alors qu'il travaille dans le secteur du crédit immobilier américain, il publie un livre prémoniteur : *La crise du capitalisme américain* (traduction française en janvier 2007), où il décrit les mécanismes d'endettement, d'explosion à attendre des mauvais crédits et de leur dissémination dangereuse au sein du système financier mondial. Il vit aujourd'hui en Bretagne de ses droits d'auteurs. Il a publié *L'argent, mode d'emploi* (Fayard, Paris, 2009) et *Comment la vérité et la réalité furent inventées* (Gallimard, Paris, 2009).

Retour avec ce témoin privilégié sur une décennie économique chahutée.

La crise actuelle a révélé une impasse. D'un côté, des salaires qui ont stagné voire baissé en termes réels. Et de l'autre, la hausse continue des taux de profit. Pour pouvoir maintenir cette croissance, on a poussé les ménages à s'endetter, au-delà du raisonnable. La crise des subprimes est arrivée.

Oui, c'est ce qu'on constate a posteriori. Il n'y a, en réalité, pas de rencontre possible entre l'offre et la demande, même si certains économistes ont essayé de dire qu'un équilibre était possible. On ne peut pas allouer tout l'argent des salaires et des profits à la consommation. Quand on intègre le prêt à la consommation, le système par définition ne peut pas être à l'équilibre. Il explose, puis repart. Le seul facteur qui évite le krach, c'est l'intervention du régulateur, qui empêche les excès.

Or il y a eu ces dernières années un vaste mouvement de dérégulation. L'informatisation a permis des tailles de crédits de plus en plus importantes et la concentration du capital. Et on a dérégulé, juste au moment où, au contraire, il fallait réguler davantage. Résultat : un krach financier portant sur des sommes jamais vues auparavant.

D'où la nécessité de penser un nouveau modèle, mais il ne vient pas. On dit que ce sont les milieux financiers qui freinent le changement, et des banquiers me disent au contraire que c'est la politique qui freine, car il préfère le connu à l'inconnu. Le sentiment dans l'opinion publique est que quelque chose a mal marché. Qu'il faut prendre des mesures de cadre général.

Et on n'est nulle part à ce point de vue.

A voir les efforts de certains pays pour favoriser les contrats d'entreprises nationales, et les larmes que l'on verse en Belgique après la disparition de nos champions nationaux, on peut penser que le protectionnisme pourrait constituer une porte de sortie...

L'opinion publique et certains économistes que je respecte y voient en effet une solution. Mais les protectionnistes sont en retard d'une guerre. Ils n'ont pas compris que nous sommes désormais dans un autre modèle, un modèle dans lequel c'est le marché des capitaux qui détermine à quelle échelle les choses sont envisagées. Je vois par exemple aujourd'hui que Jamie Dimon, le CEO de JP Morgan, interpelle